



Conseil Académique de
l'Éducation Nationale
du 19 janvier 2015



Déclaration de SUD éducation et de SOLIDAIRES au CAEN du 19 janvier 2015

Choqué-e-s par les assassinats dans les locaux de Charlie Hebdo, dans la rue et dans une supérette casher, nous condamnons sans réserve ces actes horribles.

La liberté d'expression est une liberté publique fondamentale. Ces attentats relèvent du fascisme doublé d'antisémitisme.

Les rassemblements tenus partout en France témoignent d'une très forte émotion et d'une grande aspiration à la solidarité.

Nous dénonçons les amalgames et les instrumentalisations engagés.

La solidarité avec les victimes doit s'accompagner du combat contre tous les fascismes, religieux ou nationalistes, contre tous les racismes.

Dans un contexte où le racisme a déjà le vent en poupe, que les personnes cataloguées « arabes » ou « musulmanes » subissent tout particulièrement, nous nous opposons à la stigmatisation des personnes sous prétexte de leur culture ou de leur religion, réelles ou supposées.

Nous nous opposerons à tous les projets de lois liberticides visant au musèlement du mouvement social et la surveillance généralisée de la population.

Les libertés publiques, les communications privées, la liberté d'expression, de manifestation, de grève, ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel de la lutte contre le terrorisme.

SUD éducation appelle à se mobiliser contre tous les fascismes, contre tous les racismes, pour la laïcité, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de la presse, pour la défense des libertés publiques, pour le droit de manifester et de faire grève, contre toutes les discriminations et toutes les inégalités (sociales, racistes et sexistes), contre les ravages du capitalisme qui nourrissent la misère et une colère que ces fanatiques instrumentalisent au profit de leurs idéologies mortifères.

Redonnons des perspectives à tout-e-s les travailleurs/euses, précaires, privé-e-s d'emploi, en formation ! Construisons les mobilisations pour une alternative sociale égalitaire et démocratique : c'est la meilleure manière de défaire durablement le fanatisme, le fascisme, le racisme.

Une autre école, une autre société

Nous voudrions ajouter quelques mots sur l'école en général et les lycées professionnels en particulier.

L'émotion manifestée ces derniers jours ne doit pas empêcher le questionnement politique et l'analyse sociale. Ce sont précisément ce questionnement et cette analyse qui nous empêchent de souscrire au prétendu front républicain.

Ces assassinats interrogent les politiques publiques et les institutions dans leur ensemble.

S'il n'est plus possible d'étouffer les critiques du système carcéral, l'école doit également être interrogée. Refusons la fausse alternative selon laquelle l'école serait responsable de tout, ou de rien. L'institution scolaire joue un rôle dans le climat social et les inégalités actuelles. La transformation de l'école ne suffira pas pour résoudre les inégalités, mettre fin aux racismes et lutter contre les fanatismes, certes. Mais l'école doit y prendre sa part. Lorsque les forces réactionnaires s'en prennent à l'école, il faut résister!. Sur le genre, sur les ABCD de l'égalité, nous avons suffisamment interpellé le ministère.

Ce qui fait notamment le jeu des fanatiques, c'est un système inégalitaire et le « deux poids deux mesures ». Il ne suffira pas de cours de morale ou d'éducation civique, de minutes de silence ou d'une « Charte de la laïcité », de l'appel aux « valeurs de la République », de l'enseignement abstrait d'une morale à l'école, qui doit être profondément, structurellement, transformée dans le sens de l'égalité des droits.

Comment, au nom de la laïcité, multiplier les injonctions et interdictions pour les un-e-s tout en finançant à coups de milliards d'argent public l'enseignement privé, essentiellement catholique, sans donner le signe d'un traitement discriminatoire ?

Comment affirmer l'égalité sur le territoire tout en laissant se développer des ghettos scolaires, en accentuant ces inégalités par cette réforme des rythmes ?

Comment prétendre agir pour l'égalité tout en annonçant une réforme du collège visant à mettre en place un tronc commun pour mettre fin à « l'uniformité » selon les termes mêmes de la Ministre ? L'introduction de différenciations est le biais par lequel se réintroduisent des hiérarchisations entre options et parcours, qui favorisent la reproduction des inégalités sociales et culturelles. Un tronc commun, cela veut dire des branches distinctes : où est passé le collège unique ? On est bien loin du projet que nous portons : celui d'une scolarité obligatoire commune jusqu'à 18 ans avec une formation polyvalente et polyculturelle pour toutes et tous. L'ensemble des enquêtes internationales atteste que c'est en gardant le plus longtemps ensemble les élèves que les inégalités sont le mieux combattues.

Comment prétendre lutter contre les inégalités tout en répondant à des logiques comptables libérales? Pour l'éducation prioritaire comme pour l'ensemble de l'école publique, la politique des moyens constants n'est pas à la hauteur de ces besoins. Les créations de postes annoncées permettent à peine de faire face à la hausse démographique et au rétablissement d'une année de formation.

Comment prétendre valoriser l'enseignement professionnel sans cesser de remplacer des formations initiales sous statut scolaire par des formations sous statut d'apprenti-e-s. Seule la formation initiale sous statut scolaire est garante d'une formation non seulement professionnelle qui se veut émancipatrice pour les jeunes et libérée des intérêts limités de l'économie capitaliste.

Les appels aux valeurs et aux grands principes ne vaudront qu' accompagnés d'une transformation des structures de l'école contre son fonctionnement inégalitaire et trop souvent discriminatoire.

Ces appels doivent s'accompagner d'une transformation globale de la société, pour une société plus juste et plus solidaire. **C'est tout le sens de l'action de SUD éducation. Notre slogan est notre boussole : une autre école, une autre société.**